

## **Une " autre paix " est possible**

Daniel Durand, Chercheur à l'IDRP (Institut de documentation et recherches pour la paix)  
Ancien secrétaire national du Mouvement de la paix français (1994-2002)  
Février 2004

### **Carte blanche**

" Tu es d'un incorrigible optimisme " : j'ai entendu souvent cette réflexion lors de rencontres autour de la crise irakienne. Montrer que des citoyennes et citoyens, un peu partout sur notre planète, s'engagent pour construire une " planète-paix " paraît en effet très utopique dans un monde a priori si violent et dangereux. Depuis la fin de la guerre froide, des conflits infra-étatiques voire des génocides n'ont-ils pas causé des centaines de milliers de morts sur tous les continents ?

### **Daniel Durand :**

Les inégalités n'ont jamais, sans doute, été aussi importantes. La moitié du monde vit dans un état de privation absolue alors que les trois particuliers les plus riches de la planète possèdent des avoirs qui dépassent le produit intérieur brut des 48 pays les moins avancés. Les États-Unis raflent 80 % de l'épargne mondiale et dépensent pour l'armement, à eux seuls, presque autant que tous les autres pays de la planète réunis !

Enfin, les dirigeants de ce pays viennent de porter un coup grave au droit international en faisant la guerre, simplement au nom d'un " principe de précaution ", d'un " au cas où ", qui, appliqué aux relations internationales, justifie toutes les aventures guerrières.

Et pourtant...

Alors que les institutions internationales n'ont pas encore vraiment les moyens de faire respecter le droit, cette hyperpuissance a été tenue en échec pendant neuf mois avant qu'elle n'engage une intervention militaire qui ne pouvait plus être retardée, sous peine de perdre la face.

Les observateurs ont été surpris par l'ampleur des manifestations de protestation, le 15 février 2003, dans le monde entier. Pour la première fois, les opinions publiques s'exprimaient avec force et de manière coordonnée à l'échelle internationale. Il y a eu, de plus, convergence entre ce mouvement d'opinion et l'opposition d'un grand nombre de gouvernements dont des puissances du Conseil de sécurité (France, Russie, Chine). Ces gouvernements avaient souvent des motivations différentes de celles des manifestants dans les rues. Ils ont pourtant fait indirectement la démonstration qu'on ne pouvait s'opposer à l'unilatéralisme de Washington qu'en soutenant le droit international et la primauté des Nations unies. La " force de la politique " a battu en brèche la " politique de la force ".

Ainsi, dans un monde qui reste encore celui des États et de leurs rivalités, la place du droit international et le rôle des institutions multilatérales peuvent grandir et se développer. Une majorité de gouvernements y ont intérêt, soit qu'ils craignent l'emprise de l'hyperpuissance américaine, soit qu'ils tiennent compte d'une opinion publique de plus en plus actrice de la vie internationale.

L'autre élément novateur, dans ce " non à la guerre " massif et presque planétaire, a été, dans les manifestations, l'aspiration à d'autres rapports internationaux, qui soient générateurs d'une paix juste et durable. C'est en ce sens que la presse a parlé parfois de " nouveau pacifisme ". Les racines de ce phénomène en émergence se trouvent, pour une part, dans les évolutions contradictoires de la dernière décennie. Celle-ci n'a-t-elle pas été caractérisée, parallèlement à l'exacerbation des tensions (terrorisme, prolifération, guerres civiles et génocides), par la montée du refus de la violence et de la guerre dans les actions pour l'extension des droits humains (droits des femmes, des enfants, droit humanitaire, droit au développement, justice internationale) ?

De nouveaux concepts en sont issus : développement durable puis développement humain, sécurité globale ou sociétale puis humaine, enfin culture de la paix. La notion de culture de la paix recouvre à la fois le refus de la guerre et l'action contre les racines même des guerres, qu'elles soient économiques, sociales, politiques ou culturelles. Elle revêt donc une dimension d'action collective et sociétale. Elle implique aussi une

dimension individuelle car " c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut élever les défenses de la paix ", comme le déclare l'acte constitutif de l'UNESCO.

Ces évolutions d'un mouvement anti-guerre, devenant de plus en plus mouvement " pour la paix ", voire " pour la culture de la paix ", peuvent modifier en profondeur son rapport traditionnel avec les grands courants de la société.

Ainsi, l'action anti-guerre a été souvent interprétée dans une partie de la gauche française, comme une autre forme de la lutte " anti-impérialisme " destinée d'abord à affaiblir l'adversaire, jugé fondamentalement agressif (" le capitalisme porte en lui la guerre comme les nuées l'orage " suivant la fameuse phrase de Jaurès). Aujourd'hui, même si cette vision réductrice n'a pas disparu, de nouvelles convergences peuvent s'ouvrir. La culture de la paix qui ambitionne de remplacer l'omniprésente culture de la guerre, base séculaire de nos sociétés, et qui repose sur le refus de toutes les dominations, est " révolutionnaire " au plein sens du mot. Ne devient-elle pas ainsi une dimension incontournable de toute action pour un changement progressiste de société ?

La vision qu'un " autre monde est possible " s'élargit aussi des problématiques économiques et financières à celles de la guerre et de la paix. L'importance croissante des thèmes opposés à la militarisation des sociétés et en faveur de la paix dans les rassemblements altermondialistes de Florence, Saint-Denis et Bombay montre que des convergences se développent avec les adversaires de la mondialisation libérale.

Ne faut-il pas prêter attention également aux actions sur le terrain sociétal contre les violences urbaines, locales, voire familiales, porteuses souvent d'une " culture de guerre ", de force et de dominations ? C'est au nom de cette conception de la culture de la paix " de mon quartier à ma planète " que l'on a retrouvé les militants pacifistes contre les dérives sécuritaires de la loi Sarkozy.

C'est ainsi qu'une " société-monde " cherche à se frayer un chemin face à une " société-jungle " qui veut remodeler la planète pour se prolonger. Cette humanité en construction repose sur l'émergence de valeurs nouvelles comme celles de la culture de la paix : elle s'appuie sur l'action de plus en plus lucide et informée de citoyennes-citoyens. C'est sans doute d'abord cela qui est " nouveau " dans l'action pour la paix aujourd'hui et qui ouvre des futurs d'espoir à l'humanité...

(\*) Dernier ouvrage paru : Irak : qui a gagné ?, Éditions La Dispute, Paris, novembre 2003.

## " Un monde en paix et désarmé : un simple rêve ? "

### **La perspective d'un monde où les nations vivent en harmonie**

Par Gilbert Achcar, professeur de sciences politiques  
Février 2004

Un monde en paix et désarmé relève évidemment du rêve, si l'on confronte cet idéal à la réalité historique de plusieurs millénaires de guerres et de massacres. Mais c'est plus précisément une " utopie ", au sens fort du terme : un modèle imaginaire, qui peut inspirer l'action par sa puissance attractive.

La perspective d'un monde où l'ensemble des nations vivent en harmonie, où les moyens de destruction seront transformés en moyens de production pour le bien-être de l'humanité, et où la paix engendrera la sérénité, cette perspective-là est presque aussi vieille que la guerre. C'est ce qu'atteste la Bible, par exemple : " Martelant leurs épées, ils forgeront des socs pour leurs charrues, et, de leurs lances, ils feront des faucilles. Plus aucune nation ne brandira l'épée contre une autre nation, et l'on n'apprendra plus la guerre. Chacun habitera en paix sous sa vigne et sous son figuier, et il n'y aura personne qui puisse le troubler " (Michée, 4:1-8).

Cette utopie n'a cessé d'être exprimée de diverses façons tout au long de l'histoire. Les tentatives de la réaliser en empruntant le détour de la violence - l'imposition d'un modèle universel par la force des armes - ont paradoxalement nourri des guerres parmi les plus meurtrières. Ces tentatives se sont toutes avérées illusoire, des guerres de religion aux guerres d'exportation des révolutions.

D'autres partisans de l'utopie pacifiste ont misé sur ce que le sociologue Norbert Elias appela le " processus de civilisation " : le caractère de plus en plus meurtrier des guerres débouche sur une pacification progressive des relations internationales, sur la maîtrise de l'agressivité et la réglementation des comportements, des droits et des arbitrages.

Le plus illustre penseur de ce processus de pacification fut le philosophe Emmanuel Kant, mort il y a très exactement deux siècles. Pour Kant, la destructivité croissante de la guerre imposera elle-même aux humains d'avancer sur la voie de la réalisation de la paix universelle. Mais il faudrait encore à cette fin, pensait-il, que triomphe la possibilité pour les citoyens de décider de leur destin.

Conformément à la pensée du philosophe de Königsberg, la pire des guerres jamais connue dans l'histoire de l'humanité, celle de 1939-1945, fut aussi celle qui déboucha sur le plus grand progrès jamais réalisé sur la voie d'une régulation pacifique des relations internationales. L'utopie pacifiste fut portée - on a de la peine à le croire à l'époque actuelle - par un président américain, Franklin Roosevelt.

Le 6 janvier 1941, onze mois avant l'entrée en guerre de son pays, Roosevelt définit les " quatre libertés " qui devaient guider les États-Unis : " Dans le futur, que nous cherchons à rendre sûr, nous aspirons à un monde fondé sur quatre libertés humaines essentielles.

La première est la liberté de parole et d'expression - partout dans le monde.

La seconde est la liberté de chaque personne à pratiquer le culte de Dieu à sa façon - partout dans le monde.

La troisième est la liberté par rapport au besoin - qui, traduite en termes mondiaux, signifie des accords économiques qui garantiront à chaque nation une vie saine en paix pour ses habitants - partout dans le monde.

La quatrième est la liberté par rapport à la peur - qui, traduite en termes mondiaux, signifie une réduction mondiale des armements à un point tel et d'une façon si radicale qu'aucune nation ne sera en position de commettre un acte d'agression physique contre un quelconque voisin - n'importe où dans le monde. "

Cette vision allait déboucher sur la création de l'Organisation des Nations unies, dont Roosevelt fut le véritable parrain. Mais la même année 1945 qui vit la fondation de l'ONU, vit Harry Truman, le successeur

de Roosevelt, utiliser l'arme atomique contre la population japonaise, inaugurant une ère de " guerre froide " où le contrôle des populations et les ambitions d'hégémonie mondiale allaient s'abriter derrière l'équilibre de la terreur nucléaire.

L'écroulement du système stalinien ouvrit une nouvelle époque historique, suscitant l'immense espoir de l'accomplissement attardé des quatre libertés rooseveltiennes. Mais le déséquilibre de la terreur qui en résulta - la suprématie militaire sans précédent historique détenue par les Etats-Unis - et le choix prioritaire de l'entretenir, fait par les locataires successifs de la Maison-Blanche depuis la chute du mur de Berlin, eurent vite fait de décevoir les attentes.

Ne voir que cette nouvelle déception serait, cependant, manquer singulièrement de perspective historique. Les outils qui permettraient d'avancer sur la voie de la paix universelle sont plus présents que jamais : le droit international - quelles qu'en soient les tares inhérentes aux rapports de force qu'il codifie en partie, inévitablement - progresse de façon inexorable. Et les mouvements citoyens contre la guerre et la politique des dirigeants américains ont atteint, il y a tout juste un an, une ampleur historiquement inégalée, tandis que le géant états-unien est aujourd'hui confronté à son enlisement le plus grave depuis le Vietnam.

De la paix aussi, on pourrait s'exclamer : " Bien creusé, vieille taupe ! "